
Sommaire

<i>Introduction</i>	9
QUESTIONS DE PRINCIPES	11
L'Etat-providence en question	11
Protection sociale et liberté	14
Protection sociale et solidarité	18
Protection sociale et égalité	21
LA CONSTRUCTION DU SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE	27
La naissance des assurances sociales	28
La Sécurité sociale depuis 1945	33
La Sécurité sociale aujourd'hui	37
LE FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE	41
Les prélèvements obligatoires : un concept imprécis	41
Les conséquences du financement par des cotisations sociales	44
Une fiscalisation croissante	49
Le besoin de financement	51
La cohérence entre le mode de financement et la nature des dépenses	53
L'ASSURANCE MALADIE	57
Les caractéristiques de l'organisation du système de soins français	58
L'augmentation des dépenses de santé : la singularité française	60
Les causes de l'augmentation des dépenses de santé	66
Les différentes politiques de maîtrise des dépenses de santé	71
Les débats de principe sur l'avenir de l'assurance maladie	78

L'AVENIR DES RETRAITES	85
L'architecture du système de retraite français et ses grandes caractéristiques	86
Perspectives d'évolution financière : de sombres certitudes	92
Comment préserver le contrat entre générations ?	97
La dépendance : nouveau risque pour la Sécurité sociale ?	104
LA POLITIQUE FAMILIALE	107
Une préoccupation nataliste profondément ancrée	107
Bouleversements démographiques et transforma- tions de la structure familiale	109
Les instruments de la politique familiale	113
Les grandes orientations des politiques familiales	115
Des contradictions entre les instruments et les objectifs	120
L'avenir de la politique familiale : enjeux et inter- rogations	125
8	
PROTECTION SOCIALE ET EXCLUSION	127
La résurgence de l'exclusion	127
Protection sociale et chômage	129
L'aide sociale et le RMI	134
LA PROTECTION SOCIALE ET L'EUROPE	141
La grande diversité des systèmes européens de protection sociale	141
La dimension sociale n'a pas été une priorité de la construction européenne	143
Une plus grande prise en compte récente de la dimension sociale de l'Europe	145
Les enjeux de l'Europe sociale	147
<i>Conclusion : protection et responsabilité</i>	151
<i>Bibliographie</i>	155
<i>Index</i>	159

INTRODUCTION

Quelques chiffres permettent d'apprécier l'importance de la protection sociale dans l'économie¹.

En 1991, les ressources totales consacrées au financement de la protection sociale atteignaient pratiquement 2 000 milliards de francs. Deux tiers de cette somme étaient affectés à la Sécurité sociale proprement dite, dont le budget est supérieur à celui de l'Etat. Les retraites consomment trois huitièmes de ces ressources (750 milliards), l'assurance maladie un quart (500 milliards), la politique familiale et l'assurance chômage chacune un huitième (250 milliards). Le dernier huitième se partage entre l'indemnisation des accidents du travail et l'aide sociale dont environ 20 milliards pour le RMI. Ce sont les deux premiers risques qui sont responsables de la majeure partie de l'augmentation de la part de la protection sociale dans la richesse nationale. En 1960, l'assurance vieillesse et l'assurance maladie représentaient chacune 5,9 % et 4,2 % de la richesse nationale, alors qu'en 1992, la collectivité leur consacre respectivement 14,3 % et 9,1 % de ses ressources.

9

En 1990, le revenu de près de la moitié des adultes de plus de 18 ans (48 %) dépendait principalement de la protection sociale, si l'on regroupe les retraités, les chômeurs, les emplois aidés et les bénéficiaires d'un revenu minimum... Pour l'ensemble des ménages, les transferts sociaux représentent un tiers de leur revenu disponible, mais également un tiers des prélèvements.

Les dépenses de protection sociale augmentent inexorablement, même à niveau de protection constant. Niveau de protection constant signifie pour l'assurance maladie même taux de remboursement des soins ; pour l'assurance vieillesse, maintien du taux de remplacement de la retraite par rapport au revenu d'activité ; pour les prestations familiales, part constante

¹ Sources : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 1993 et Données sociales, INSEE, 1990 et 1993.